

inéegale.

C'est pourquoi nous voulons accepter des solutions mutuellement acceptables en Europe dans les négociations FCE et dans les accords qui pourraient être conclus entre les 23 états.

Nous insisterons sur des arrangements équitables, analogues pour la zone sud de l'Europe conformément à la disposition du mandat des négociations de Vienne qui stipule qu'une sécurité égale doit être assurée à tous les états, à toutes les étapes des réductions.

En ce qui concerne la sécurité et la stabilité, chacun des états de l'Europe devrait profiter davantage égaux que cet état se trouve au centre, ou à la périphérie de ce continent. Ce principe devrait être le principe de base lorsque l'on élabore, lorsque l'on examine les questions de divisions régionales, de sous-plafonds régionaux, de règles de sécurité suffisante dans chaque région ou les possibilités de redéploiement. Notre position particulière sur ces questions sera présentée bientôt à Vienne par la délégation de Bulgarie.

Monsieur le Président, l'une des facettes de la démocratie c'est l'ouverture véritable de la société. Il est évident par conséquent que l'on puisse considérer que la situation est très favorable à l'établissement d'un régime de ciels ouverts. Le gouvernement de la Bulgarie appuie donc de tout coeur l'examen et la réalisation d'un régime de Ciels Ouverts.

Notre position est motivée par les considérations suivantes : tout d'abord la Bulgarie est en faveur du respect total des principes de légalité dans le processus d'observation de façon que toutes les parties à l'accord soient placées sur un pied d'égalité, quel que soit leur potentiel économique, scientifique et technologique.

Compte tenu des réalités et des inégalités actuelles dans ces domaines, ce n'est que par l'utilisation des mêmes capteurs d'un groupe commun international d'aéronefs et d'installations de traitement de données conjointes, que l'on pourra atteindre cet objectif. Cela est particulièrement vrai pour les pays plus petits et moins développés, au nombre desquels appartient la Bulgarie.

En deuxième lieu, nous attachons une très grande importance aux conséquences financières du régime. A notre avis, l'achat des aéronefs qui seront mis en commun et de l'équipement commun, devrait être financé grâce à des contributions des états participants de la même manière qu'on a contribué au financement de la conférence actuelle. Cet accord devrait être ouvert à tous les autres états